

La réaction

Lorsqu'une école brûle, qu'il est probable que ce soit d'anciens élèves du quartier qui y ont mis le feu, il ne faut pas chercher à justifier la bêtise, mais il faut bien s'interroger. S'interroger vraiment. La misère, accentuée par 3 ans et demi de politique gouvernementale particulièrement réactionnaire, a conduit à une situation de désespoir et de colère dans les parties les plus exclues de notre société duale, ces quartiers de relégation évoluant vers des formes de ghettos. Ce désarroi de jeunes, discriminés, laissés sans perspectives, a permis, sous le détonateur des provocations d'un ministre, une explosion de violence destructrice. Mais si cette violence a injustement frappé d'abord les habitants même des quartiers défavorisés, il ne faut pas pour autant se laisser abuser par les pseudo-évidences qu'ont pu débiter les médias: le mouvement de révolte des banlieues, d'une ampleur sans précédent, n'a assurément pas été que le fait de caïds isolés. Ces émeutes ont eu pour cause une colère et un désespoir, désordonné et autodestructeur, mais profond. **Ce gouvernement en est le premier responsable.** Il n'écoute pas les grèves, les manifestations, les urnes, diminue le pouvoir d'achat, casse le code du travail, supprime les subventions aux associations, multiplie les cadeaux aux plus riches, on en arrive désormais aux émeutes. Il n'a pas cherché à faire la lumière sur ses causes, mais a réagi par:

1. L'état d'urgence avec couvre-feu, mesure d'exception inusitée depuis 48 ans sur le sol métropolitain, même en mai 68. Cette nouvelle provocation est bien à la mesure du cynisme et de l'incurie de ces gouvernants, tout juste capables de remplir les poches des plus fortunés. Après les 12 jours prévus par la loi, l'état d'urgence a été décidé pour 3 mois. Sommes-nous en guerre? Les restrictions aux libertés publiques sont donc devenues la réponse aux crises sociales?

2. Le retour à l'apprentissage à 14 ans revient à abaisser l'âge auquel les jeunes seront livrés à l'arbitraire patronal. Il s'agit vraiment d'abaisser l'âge de la scolarité obligatoire!

La nullité de ces réponses ne pouvait pas surprendre quand on regarde le bilan de cette législature, accumulant les régressions sociales jusqu'à faire déclarer « illégale » la grève des tramways de Marseille. Ce gouvernement s'est montré pour ce qu'il est : le bras institutionnel d'un patronat offensif. Il s'est engagé dans une provocation croissante aux relents racistes dès la proclamation de l'état d'urgence, martelant à dessein le thème de l'immigration, allant jusqu'à faire de la polygamie une des causes des émeutes! Le gouvernement, totalement discrédité, tente à l'évidence de se refaire une santé pour les prochaines élections, par une stratégie de la tension, et en ratissant l'électorat séduit par l'extrême droite. La campagne présidentielle est ouverte dans un grand show sécuritaire qui se moque des difficultés réelles des banlieues. Nous devons, de notre côté, nous battre pour améliorer les conditions de travail de nos collègues de ZEP. Il faut réduire les effectifs dans les classes, premier levier pour la réussite des élèves.

Non à l'état d'urgence et au couvre-feu
Non à l'abaissement de l'âge de l'apprentissage
Plan d'urgence pour l'emploi, l'éducation et le logement

Plus que jamais, **refusons tout soutien à ce gouvernement réactionnaire** mais imposons l'abrogation de toutes ses lois et mesures antisociales.

Ensemble